

Quand l'économie prend le pas sur le respect des règles sanitaires, le gouvernement met délibérément les personnels et les élèves en danger.

C'est révoltant !

La décision du président Macron et du ministre Blanquer est d'une gravité sans précédent.

Après des semaines où l'impréparation (au bout d'un mois de confinement, les masques commencent à arriver mais en nombre insuffisant) le dispute à l'absurdité (utiles quand il n'y en a, les masques deviennent inutiles quand il n'y en a plus...) et au mépris (les déclarations de la porte-parole sont dans toutes les mémoires), l'annonce d'une reprise progressive des cours le 11 mai suscite une profonde colère et inquiétude chez les personnels de l'Education nationale.

Un tissu de contradictions

Pourquoi serait-il sans risque d'ouvrir les écoles, les collèges et les lycées quand les cinémas, les théâtres, les restaurants resteront fermés ?

Comment n'y aurait-il pas de contamination dans des lycées à plus de 1000 élèves quand il y en aurait dans un restaurant avec 30 adultes ?

Comment respecter les gestes barrières dans des collèges où s'entassent 700 élèves ?

Comment garantir les distances sanitaires à 30 ou 35 élèves par classe ?

Comment croire que le ministre, qui a battu le record du nombre de fermetures de collèges REP, se soucie maintenant en priorité des élèves en situation de décrochage scolaire à cause du confinement et qu'il veut faire revenir en priorité ces élèves dans les établissements ?

Comment assurer que les établissements ne deviendront pas des foyers de contagion sans tester tous les élèves et les personnels ? Le gouvernement annonce des masques standards, alors qu'il faudrait en changer au moins 4 fois par jour et alors que les personnels qui accueillent les enfants des soignants n'en ont déjà pas actuellement...

Quel nouveau fait est intervenu pour permettre cela alors que les conditions ne sont pas réunies pour reprendre et que le pays dépasse le seuil des 15 000 morts ? Par quel miracle le ministre pourrait-il désormais garantir la sécurité sanitaire des personnels et des élèves ?

Pourquoi les étudiants de BTS et de l'Université ne reprendraient-ils pas les cours alors qu'ils sont dans la même situation sanitaire que les autres élèves ?

Quelle est la logique dans tout cela ?

Le ministre et le gouvernement ne donnent aucune garantie aux personnels.

Alors pourquoi vouloir les exposer délibérément à une contagion de masse ?

Pourquoi choisir d'exposer les personnels, dont certains sont de santé fragile, aux milliers de porteurs sains que sont les élèves ?

Pourquoi multiplier les risques d'exposer les élèves eux-mêmes alors que l'on découvre des cas de décès chez des patients de plus en plus jeunes ?

Pourquoi multiplier les risques au moment où l'on découvre que les personnes qui ont eu le covid-19 peuvent le présenter de nouveau ?

Pourquoi prendre une telle décision au moment où l'OMS alerte sur le danger d'une deuxième vague de contamination ? « *Lever les restrictions trop rapidement pourrait entraîner une résurgence mortelle* » de la pandémie, a déclaré le directeur général de l'organisation.

Pourquoi saturer les services au moment où l'épidémie atteint un seuil critique, comme si les personnels hospitaliers n'étaient pas à bout de force depuis plus d'un mois qu'ils sont en première ligne ?

Une seule explication : pour relancer l'économie, le gouvernement choisit de libérer les parents de la garde de leurs enfants

Depuis quelques jours, les pressions du MEDEF se sont multipliées, le chantage au chômage dans le privé et à la confiscation des congés dans le public n'était plus dissimulé. « *Le 11 mai, il s'agira aussi de permettre au plus*

grand nombre de retourner travailler, redémarrer notre industrie, nos commerces et nos services » a déclaré E. Macron le 13 avril.

Dans son allocution, le président de la République a clairement désigné les enseignants comme la « 2^{ème} ligne » après les soignants. On n'attend de l'Education nationale qu'elle remplisse non seulement une fonction de garderie, mais aussi qu'elle mette en danger enseignants et vie scolaire pour que les entreprises puissent recommencer à produire et que le MEDEF soit satisfait.

On comprend alors pourquoi les étudiants ne reprennent pas les cours : ils sont majeurs et ne sont plus sous la responsabilité de leurs parents. Ils peuvent se garder tout seuls.

Le ministre Blanquer a mis en avant l'urgence sociale à ramener dans les établissements des élèves qui, sans contact avec l'école, seraient en danger en situation de confinement. Selon sa logique, le plus grave danger ne serait donc plus de les exposer au covid-19 ! Cette décision expose donc en priorité les familles des milieux les plus défavorisés.

Quand l'économie prend le pas sur le respect des règles sanitaires, tous les personnels et les élèves sont délibérément mis en danger. C'est révoltant !

Au journaliste qui lui demande si professeurs et élèves auront des masques, le ministre répond que « *c'est fort possible* ». « *Si c'est nécessaire, on le fera* » (France 2, lundi 14 avril). Par quel miracle les masques peuvent-ils soudain ne plus être obligatoires et indispensables quand des millions d'élèves et de personnels sont regroupés dans les établissements ? Au passage, le ministre sait-il seulement comment on fait cours avec des masques sur le visage ?

La priorité reste la protection de la santé des personnels et des élèves

Le ministre Blanquer a déclaré que le retour serait progressif. Il envisage des aménagements pour alléger les effectifs avec une partie des cours en présentiel et une autre en téléenseignement. Il déclare qu'il compte sur les organisations syndicales et lycéennes pour « co-construire » ce retour progressif.

Que prévoit le ministre ? Que chaque enseignant fasse le double de cours : un pour chaque moitié de classe ? Des cours en téléenseignement pour ceux que les parents refuseraient d'envoyer en cours ? Dans ce cas des cours vont-ils être supprimés et les emplois du temps refaits ?

Que le ministre comprenne clairement qu'il ne peut attendre aucune aide de FO pour organiser la mise en danger de milliers de personnels et d'élèves.

Qu'il ne compte pas sur FO pour doubler la charge de travail des enseignants qui devraient assurer des cours devant les élèves et préparer dans le même temps des travaux en téléenseignement !

Au nom de la primauté de l'économie, le gouvernement envoie les enseignants en première ligne pour être contaminés et contaminer à leur tour leur famille ? Il n'en est pas question !

FO refuse que les enseignants et les personnels de vie scolaire aillent travailler la peur au ventre

Pour FO il ne peut y avoir de reprise des cours sans dépistage systématique de tous les élèves et personnels et sans confinement des personnels testés positifs. La FNEC FP-FO fait cette proposition à l'ensemble des fédérations de l'Education nationale.

Si le ministre et le gouvernement persistaient dans leur aveuglement, le SNFOLC et sa fédération prendraient toutes leurs responsabilités en soutenant toutes les demandes de droit de retrait.

La FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève pour couvrir tous les personnels qui refuseraient cette mise en danger collective des personnels, des élèves et de leurs parents.

